



DOSSIERS DE POLITIQUE COMMERCIALE

APPUI DE LA FAO AUX NÉGOCIATIONS DE L'OMC À L'OCCASION DE LA DOUZIÈME CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

COMMENT LE COMMERCE AGROALIMENTAIRE PEUT-IL FAVORISER L'ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE?

RÉSUMÉ

- le changement climatique compromet les quatre dimensions de la sécurité alimentaire que sont la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité;
- la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'agriculture exige des actions à de nombreux niveaux, telles que des régimes alimentaires plus durables, des mesures destinées à réduire la déforestation et l'application de politiques et pratiques agricoles intelligentes face au climat;
- le commerce agricole pourrait soutenir les efforts en vue de l'atténuation du changement climatique et contribuer ainsi à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) causées par l'agriculture.

Auteur: George Rapsomanikis

Changement climatique et sécurité alimentaire

Le changement climatique met en péril les quatre dimensions de la sécurité alimentaire que sont la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité. Plus particulièrement, il touche les pays vulnérables et menace leur capacité de production alimentaire (FAO, 2018).

C'est pourquoi des actions doivent être prises de toute urgence pour transformer les systèmes agroalimentaires en vue de soutenir le développement agricole de façon efficace et garantir la sécurité alimentaire dans le contexte d'un climat en évolution. À cet égard, les approches relevant de l'agriculture intelligente face au climat (AIC)¹ visent à accroître durablement la productivité et les revenus agricoles, à renforcer l'adaptation et la résilience face au changement climatique, et à réduire et/ou éviter les émissions de GES lorsque cela est possible.

L'AIC s'intéresse à la recherche de compromis entre la sécurité alimentaire et les objectifs climatiques. D'une part, l'agriculture doit augmenter sa production afin de fournir des aliments sains et nutritifs en quantité suffisante pour répondre aux besoins d'une population mondiale qui ne cesse de croître. D'autre part, il est nécessaire que le secteur réduise de toute urgence ses émissions de GES à un moment où l'intensification de la production et du commerce agroalimentaire risquent d'en provoquer l'augmentation à l'échelle mondiale. Dans ce contexte, les politiques devraient encourager l'adoption de technologies à faibles émissions par unité produite et transportée, et favoriser ainsi l'atténuation du changement climatique.

Mesures d'atténuation des effets climatiques dans l'agriculture et le commerce

Les mesures élaborées pour lutter contre le changement climatique seront intégrées dans un ensemble plus large de politiques relatives à l'utilisation des terres, à l'agriculture et à l'alimentation. La modification des régimes alimentaires, la réduction des pertes et des gaspillages de nourriture,

l'accroissement durable de la productivité agricole et le reboisement sont autant de moyens d'inverser les effets de l'agriculture sur le climat. Des mesures commerciales sont parfois utilisées pour créer des incitations visant à limiter l'empreinte carbone de la production agricole. Elles sont soumises aux règles et obligations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Des subventions au service de la promotion de l'agriculture intelligente face au climat: des mesures d'incitation appropriées peuvent encourager les agriculteurs à adopter des pratiques intelligentes face au climat. À titre d'exemple, des paiements en échange de services environnementaux et écosystémiques conçus pour favoriser l'adoption de pratiques visant à réduire les émissions ou à contribuer au piégeage du carbone pourraient être mis en œuvre.

Les taxes carbone: La fiscalité pourrait être un moyen de lutter contre les émissions de GES de l'agriculture. Les taxes carbone s'attaquent directement à l'incapacité du marché à prendre en compte les coûts sociaux du changement climatique. Toutefois, un pays qui instaurerait unilatéralement une taxe carbone sur les produits alimentaires se mettrait dans une position de désavantage concurrentiel sur les marchés mondiaux.

La taxe carbone peut entraîner des fuites de carbone, à savoir le déplacement des disponibilités alimentaires nationales à faible empreinte carbone vers des importations moins onéreuses, à empreinte carbone plus forte, en provenance de pays qui ne prennent pas de mesures similaires de réduction des émissions. Une telle situation pourrait supposer des pertes de revenus pour les producteurs nationaux et une hausse des émissions au niveau mondial.

Les ajustements fiscaux aux frontières fondés sur l'empreinte carbone pourraient permettre au commerce de contribuer aux efforts d'atténuation. Un ajustement au titre de la taxe carbone consiste à appliquer les mêmes taux aux produits intérieurs et aux importations en fonction de leur empreinte carbone. Dans un tel cas de figure, les importations associées à des émissions peu importantes se verraient appliquer une faible taxe et pourraient concurrencer les produits intérieurs. Une taxe élevée serait en revanche appliquée aux importations associées à des émissions importantes, ce qui serait susceptible de rendre ces dernières moins compétitives.

¹ L'agriculture intelligente face au climat est une approche qui permet d'orienter les actions nécessaires en vue de la transformation et réorientation des systèmes agricoles afin de soutenir le développement de façon efficace et garantir la sécurité alimentaire dans le contexte d'un climat en évolution.

L'étiquetage carbone: orienter les préférences des consommateurs vers des produits alimentaires et agricoles élaborés à partir de méthodes à faibles émissions pourrait s'avérer être une mesure d'incitation efficace pour permettre à l'agriculture de contribuer davantage aux efforts d'atténuation du changement climatique. Les normes et l'étiquetage des produits ont permis la création d'un marché pour les aliments *biologiques et équitables*. L'étiquetage carbone pourrait de surcroît favoriser la réduction des émissions de GES, compte tenu du fait que les exigences associées traitent de manière indifférenciée les productions domestiques et les importations.

Commerce et atténuation: les enjeux à venir

Des mesures telles que les taxes carbone et l'étiquetage indiquant l'empreinte carbone peuvent fournir les incitations nécessaires à une répartition de la production à l'échelle mondiale qui tienne compte à la fois de l'efficacité économique et de la baisse des émissions de GES. Cela favoriserait la production et le commerce de produits alimentaires qui consomment relativement moins de ressources et dont l'empreinte carbone est faible, et permettrait de concilier les objectifs à atteindre en matière de sécurité alimentaire et d'émissions de GES. Néanmoins, il est difficile d'un point de vue technique de calculer les émissions générées par les produits alimentaires et cela pourrait d'autre part ouvrir la voie à des mesures protectionnistes.

Bien que mesurer l'empreinte carbone soulève des problèmes méthodologiques, les décideurs devront discuter de la façon dont les accords commerciaux pourraient soutenir ce type de solutions axées sur les marchés en vue d'atténuer le changement climatique. Parvenir à un consensus international autour de la définition et du calcul de l'empreinte carbone et élaborer des mesures visant à faciliter les échanges de produits à faible empreinte carbone et à faibles émissions produira des effets positifs.

Actions à mener en vue de relever les principaux défis:

- encourager les pays à appliquer un large éventail de mesures destinées à atténuer le changement climatique dans l'agriculture, mesures indispensables à la réalisation des objectifs climatiques, en offrant notamment des incitations aux agriculteurs et en formulant des politiques commerciales propices à la réduction des émissions de GES;
- soutenir les efforts déployés pour estimer les émissions directes liées à la production d'aliments et pour calculer l'empreinte carbone;
- amorcer des discussions sur les mesures appropriées pour faciliter le commerce des produits à faible empreinte carbone.

Bibliographie

FAO. 2018. *La situation des marchés des produits agricoles 2018*. Commerce agricole, changement climatique et sécurité alimentaire. Rome. 119 pp. <http://www.fao.org/3/I9542EN/I9542en.pdf>